

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 22 janvier 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

113,5 tonnes

C'est la production d'or du Ghana en 2023, leader en Afrique, en hausse de 18 % par rapport à 2022.

Nigéria :

PwC dévoile ses sept tendances pour l'économie nigériane en 2024 ; Le Gouverneur de la CBN Yemi Cardoso reste confiant au sujet des perspectives macroéconomiques ; Malgré une augmentation de 7,7 % en décembre, la production nigériane de pétrole reste largement en deçà de ses objectifs ; Visite du Secrétaire d'État américain Antony J. Blinken.

Ghana :

La Banque mondiale a approuvé un premier appui budgétaire au Ghana de 300 M USD ; Les syndicats demandent la suppression de la TVA de 21 % sur les prix de l'électricité introduite en 2024.

PwC dévoile ses sept tendances pour l'économie nigériane en 2024

[PricewaterhouseCoopers a publié cette semaine ses perspectives économiques pour 2024 au Nigéria.](#) Le membre des *Big Four* y dresse sept tendances pour l'année à venir.

1. Dans le domaine budgétaire, l'ambitieuse mobilisation fiscale (19 598 Md NGN selon [le budget 2024](#) rendu public cette semaine, soit 21,6 Md USD) devrait largement dépendre des prix et de la production de pétrole du Nigéria, ainsi que du niveau de mise en œuvre des réformes fiscales (TVA notamment) et privatisations annoncées. Du côté des dépenses budgétaires, celles-ci pourraient continuer à être limitées par le coût du service de la dette (61 % des recettes publiques en 2024 d'après la Banque mondiale) et l'important déficit budgétaire (3,9 % du PIB selon le budget 2024 ; 4,1 % selon la Banque mondiale). La dette publique devrait ainsi rester élevée en raison de l'augmentation du déficit budgétaire.
2. Concernant le champ monétaire, PwC estime que la clarté nouvelle de la politique de la CBN, la transparence des opérations de marché et une communication cohérente de la banque centrale pourraient apporter une plus grande stabilité du taux de change. Pour ce qui est de l'inflation, PwC recommande à la CBN de poursuivre de manière indépendante ses objectifs en matière d'inflation. La recherche de cohérence et d'alignement entre la politique budgétaire et la politique monétaire pour stabiliser les prix (*policy mix*) pourraient en effet permettre d'atteindre les objectifs d'inflation de 2024 (21,4 %).
3. PwC considère que si les flux d'investissements de portefeuille étrangers vers le marché des capitaux resteront prudents en raison des difficultés résiduelles, les flux d'IDE devraient quant à eux s'améliorer en 2024, grâce à l'expansion notable des secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'industrie manufacturière.
4. En matière de productivité, PwC craint que celle-ci ne demeure entravée par un financement insuffisant des infrastructures – notamment électriques – et par un climat sécuritaire qui reste « un défi permanent ».
5. Sur le plan de la vulnérabilité aux chocs extérieurs, la dynamique mondiale continuera à influencer sensiblement la balance commerciale et les exportations du Nigeria en 2024. En particulier, si l'excédent commercial peut être conservé, celui-ci resterait soumis à la volatilité des marchés pétroliers internationaux.
6. Concernant la consommation nigériane, les niveaux d'inflation pourraient rester élevés (autour de 21 %), réduisant le pouvoir d'achat à court terme si la mise en œuvre des mesures de compensation n'est pas accélérée. Plus largement, la

consommation nigériane en 2024 sera déterminée par le niveau de pauvreté (il devrait baisser à 38,8 % de la population en 2024), la croissance démographique (baisse du taux de natalité de 0,95 % en 2024), le niveau de chômage et le salaire minimum.

7. En définitive, le PIB pourrait croître de 3,1 % en 2024 à condition de maintenir et poursuivre les réformes engagées. Les principaux moteurs de la croissance du PIB au cours des douze derniers mois ont été les services financiers, les TIC et les services publics. PwC estime que ces secteurs continueront à tirer la croissance à court terme.

Le Gouverneur de la CBN Yemi Cardoso reste confiant au sujet des perspectives macroéconomiques

S'exprimant à l'occasion de la publication par le Groupe du Sommet économique du Nigéria (NESG) de ses [Perspectives économiques pour 2024](#), [le Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria \(CBN\) Yemi Cardoso s'est montré optimiste, dans une économie arrivée à un point d'inflexion \(« turning point »\)](#). Le gouverneur a notamment rappelé le relèvement en décembre dernier de la perspective du Nigeria par Moody's, de « stable » à « positive ». M. Cardoso a également justifié son optimisme par les **projections de croissance du Gouvernement : 3,76 % en 2024 (malgré des prévisions de 3,1 % pour le FMI et de 3,3 % pour la Banque mondiale)**.

Yemi Cardoso prévoit également une modération des prix à la pompe de l'essence en 2024, notamment en raison des progrès attendus concernant les principales raffineries du pays ([voir nos brèves de la semaine dernière à ce propos](#)). Selon la CBN, les pressions inflationnistes devraient ainsi diminuer en 2024, aussi grâce à la politique monétaire de la banque centrale visant à contenir l'inflation à 21,4 % (moyenne de 21,7 % en 2024 prévue par la Banque mondiale). Cette évolution devrait notamment être favorisée par l'amélioration de la productivité agricole et l'atténuation des pressions exercées sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Par ailleurs, M. Cardoso a annoncé que sa collaboration avec le ministère des Finances et la NNPC devrait conduire à ce que toutes les entrées de devises passent par la CBN, contribuant à l'accroissement des réserves et soutenant ainsi le naira. La stabilité attendue sur le marché des changes pour 2024 devrait aussi être le fruit de la réduction des importations de produits pétroliers. La CBN s'engage par ailleurs à combler ses arriérés de change. **D'après le gouverneur enfin, le naira serait actuellement sous-évalué, à un taux officiel de 900 NGN contre 1 USD.** [Le Comité de politique monétaire de la CBN devrait se réunir les 26 et 27 février prochains.](#)

Malgré une augmentation de 7,7 % en décembre, la production nigériane de

pétrole reste largement en deçà de ses objectifs

[Le dernier rapport mensuel de l'OPEP indique que la production pétrolière du Nigéria a augmenté de 7,7 % en décembre 2023 comparativement au mois de novembre](#), atteignant ainsi une moyenne de 1,4 mbpj contre 1,3 mbpj un mois plus tôt. Ce volume de production de décembre 2023 représente également une augmentation de 16,7 % par rapport à la production de décembre 2022.

Malgré cette hausse de la production au mois de décembre, [la production pétrolière du Nigéria au quatrième trimestre 2023 \(121 millions de barils\), est restée bien en deçà de l'objectif de 160 millions de barils initialement fixé](#). Cet écart dans la production aurait représenté un manque à gagner de 3,2 Md USD pour l'Etat fédéral sur la période.

Pour l'année 2024, la NNPC s'est fixé comme objectif une production moyenne de 2 mbpj en 2024. Néanmoins, l'OPEP a récemment revu à la baisse le quota de production du Nigéria pour l'année 2024 (1,5 mbpj), un objectif qui semblerait plus réaliste considérant les multiples défis, notamment sécuritaires, auxquels font face les compagnies pétrolières.

Visite du Secrétaire d'État américain Antony J. Blinken

Le secrétaire d'État américain, Antony J. Blinken, a entamé le 22 janvier une tournée d'une semaine sur la côte Ouest de l'Afrique pour renforcer l'influence des États-Unis dans la région, faisant escale au Nigéria les 23 et 24 janvier. Lors d'une conférence de presse à Abuja avec le ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Maitama Tuggar, le secrétaire d'État américain a souligné les avancées de la coopération en matière de santé publique. [Le programme PEPFAR \(President's Emergency Plan For AIDS Relief\), initié par le Président Bush et soutenu par les présidents successifs, a investi 8,3 Md USD au Nigeria au cours des deux dernières décennies](#), contribuant à la lutte contre le VIH, la tuberculose et au renforcement général du système de santé public. [Le secrétaire d'État a également visité l'Institut nigérian de recherche médicale de Lagos](#), un acteur clé au sein de cette collaboration.

Par ailleurs, [le secrétaire Antony J. Blinken a inauguré l'American Corner à Lekki](#) (Etat de Lagos), un espace dédié à la découverte des États-Unis, à l'amélioration de l'anglais, ainsi qu'à la participation à des programmes de développement professionnel et de formations. Hébergé au sein de l'incubateur 21st Century Technologies, il ambitionne de prendre une importance particulière dans le cadre de l'engagement américain pour promouvoir la transformation numérique en Afrique, renforçant ainsi les partenariats entre les États-Unis et le Nigeria dans le domaine de l'innovation technologique.

La Banque mondiale a approuvé un premier appui budgétaire au Ghana de 300 M USD

[La Banque mondiale, par le biais de l'Association internationale de développement \(IDA\), a approuvé une Opération de politique de développement \(DPO\) de 300 M USD pour le Ghana.](#) Ce financement représente la première tranche d'une série de trois opérations totalisant 900 M USD sur trois ans, visant soutenir la reprise économique du Ghana et à favoriser une croissance résiliente et inclusive. Cet appui budgétaire vient compléter la deuxième tranche de 600 M USD versée au Ghana dans le cadre du programme FMI, consécutif à l'accord de principe sur les paramètres clés de la restructuration de la dette bilatérale du Ghana conclu le 12 janvier 2024 par le Comité officiel des créanciers (OCC) sous l'égide du Club de Paris.

Le programme de la Banque mondiale, construit autour de 4 piliers, vise à i) rétablir la viabilité des finances publiques ; ii) soutenir la stabilité du secteur financier et le développement du secteur privé ; iii) améliorer la discipline financière dans le secteur de l'énergie ; et iv) renforcer la résilience sociale et climatique. Les réformes soutenues comprennent le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures, le contrôle des dépenses, la sauvegarde de la stabilité du secteur financier, l'élimination des obstacles à l'investissement privé, l'assainissement financier et opérationnel du secteur de l'énergie, le renforcement du système de protection sociale du pays, et l'intégration de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique dans toutes les politiques.

Les syndicats demandent la suppression de la TVA de 21 % sur les prix de l'électricité introduite en 2024

[Le gouvernement a introduit une taxe sur la valeur ajoutée \(TVA\) de 21% aux consommateurs d'électricité résidentiels au-delà d'un certain niveau de consommation de base \(> 30 kilowatt par heure\).](#)

Dans une lettre datée du 1^{er} janvier, le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, a demandé à la Compagnie d'électricité du Ghana (ECG) et à la Compagnie de distribution d'électricité du Nord (NEDCO) de mettre en œuvre cette TVA dans le but de générer des revenus pour la mise en place du programme de relance.

Depuis cette annonce, les critiques se sont intensifiées, principalement émanant des syndicats et de l'opposition. En effet, le Congrès des syndicats (TUC) s'oppose vivement à cette mesure, mettant en avant des répercussions sur le pouvoir d'achat des ghanéens, en particulier les retraités et les personnes à faible revenu. Le secrétaire Général du TUC a affirmé : « Nous ne paierons ni

aujourd'hui ni demain », tout en exhortant le Gouvernement à retirer cette décision d'ici le 31 janvier 2024.

En 2023, les prix de l'électricité ont augmenté une première fois de 30 % puis une seconde fois de 18 %. Ces augmentations font suite à la réforme structurelle du secteur de l'énergie nécessaire – et obligatoire dans le cadre du programme FMI. En effet, le déficit du secteur de l'énergie coûterait environ 2 % du PIB au Ghana en transferts annuels depuis 2019, en plus de l'accumulation de dettes, et s'explique principalement par un taux de recouvrement insuffisant et par des pertes dans le réseau.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr